

Nouvelles de

TARBIYYA TATALI

15 Novembre 2023

Auto-développement du peuple nigérien

Le 26 juillet le président Bazoum a été renversé par des militaires nigériens. La France, l'Europe et plusieurs autres pays ont interrompu l'aide au développement du Niger et la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), a mis en œuvre des sanctions économiques. La coopération militaire entre la France et le Niger a été interrompue. En ce mois de Novembre 2023, la situation est loin d'être stabilisée au Niger, et dans ses relations avec la France. Rédiger un Magazine de Tarbiyya Tatali à l'occasion du Festisol

(Festival des Solidarités) comme nous en avons l'habitude nous a paru impossible. Nous avons préféré poser des questions aux quatre associations de notre collectif en espérant que la lecture de leurs réponses permettra de comprendre la situation actuelle au plus près des réalités de terrain. Et pour alléger un contenu un peu sombre nous avons choisi d'illustrer le document par la récolte récente du mil photographiée par notre ami Abdoul Aziz Soumaïla dans son village de Deytegui-Attilé.



Quelles sont les activités principales menées par les associations membres du collectif dans les derniers mois ?

Depuis le 13 mai 2023, les activités se sont déroulées normalement selon le calendrier initialement prévu. Les bilans des actions terminées ont été transmis aux bailleurs de fond, et les actions en cours ont été suivies régulièrement sur le terrain par le RAEDD (Réseau d'Actions Éducatives pour un Développement Durable), à Niamey comme à Doutchi. De nouvelles actions pourront être mises en place en 2023-2024 grâce au maintien de certaines subventions accordées juste avant les événements de juillet.

Journée de la femme nigérienne

La journée de la femme nigérienne du 13 mai a été célébrée par toute la région de Dosso à Lougou, le thème de cette année étant « Femmes et Développement ». A la demande du Maire de Dankassari, l'AESCD (Association d'Échanges Solidaires Cesson-Dankassari) a contribué par la prise

en charge d'un voyage de 100 collégiennes et collégiens venus des villages de la commune de Dankassari qui ont passé une nuit sur place et assisté à une projection de films organisée le 12 mai par l'association Cultureplus, qui est la branche culturelle de Nouvel Espoir. Le petit film « Tarkama », documentant le récent enterrement de Saraouniya Aljimma, et la série « Akwai Magana » de petits sketches éducatifs sur les droits des femmes et des filles ont été projetés. Au total, plus de trois cents personnes ont pris part à cette activité.

Dans le même esprit de sensibilisation des jeunes, l'Association Cultureplus a assuré plusieurs autres projections de films documentaires africains francophones autour des Objectifs du Développement Durable dans les écoles de Dosso dans le cadre du projet Impala soutenu par l'AFD (Agence Française de Développement).

Formation des femmes

Pour poursuivre la thématique femmes et développement, le RAEDD a organisé à Dankassari une formation en gestion d'une durée de 4 jours financée par l'AESCD, destinée à 119 femmes bénéficiaires du microcrédit provenant de 10 villages de la commune de Dankassari. Cette session de formation a fait apparaître que leurs revenus, initialement très faibles (en moyenne de 486 € annuels), ont augmenté de plus de 26 % à la suite de l'attribution du micro-crédit. La moyenne d'âge de ces femmes est de 45 ans, elles ont entre 25 et 75 ans. Elles ont un peu plus de 6 enfants en moyenne. Toutes les femmes ont été alphabétisées et seulement 16 sur 119 étaient allées à l'école. Elles sont le plus souvent mariées mais 21 sont veuves et 4 sont divorcées. Parmi les femmes mariées 46 sont la seule épouse (moyenne d'âge 35 ans) et 48 ont au moins une coépouse (moyenne d'âge 50 ans). Ce qui correspond à la situation moyenne du Niger où on estime que seulement 50 % des femmes mariées sont la seule épouse. L'obtention du micro-crédit a permis à la plupart d'entre elles (78 femmes) de diversifier leur activité notamment par la pratique de l'embouche, mais elles continuent leur activité antérieure telle que la fabrication de galettes, ou autres. D'autres (32 femmes) améliorent les conditions de leurs activités précédentes (commerce, élevage) grâce au micro-crédit. Seules



quelques femmes (9 femmes) étaient sans activité ou pratiquaient seulement la culture pluviale et ont démarré de l'embouche ou du petit commerce. Les micro-crédits sont souvent attribués plusieurs fois aux mêmes groupements féminins lors des remboursements. On peut estimer que depuis 2017 les micro-crédits attribués (1306) ont bénéficié à environ 450 femmes différentes.

Toujours pour l'AESCD, la deuxième année d'alphabétisation s'est terminée à Bawada Dagi, et la première année à Lillato. Un micro-crédit individuel de 75 000 F (114 €) a été accordé à 50 femmes de Mailo dont l'alphabétisation a été terminée en 2022, et un micro-crédit individuel de 75 000 F va être octroyé à 50 femmes de Bawada Dagi dont l'alphabétisation s'est terminée en 2023.

Santé de la mère et de l'enfant

Une étude sur l'âge des mères à la première naissance dans la commune rurale de Dankassari financée par l'AESCD grâce au MEAE (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) a été conduite par un consultant, appuyé par le responsable du RAIL (Réseau d'Appui aux Initiatives Locales), une équipe d'enquêteurs et un superviseur mobilisés localement. Cette étude a consisté à analyser les données des registres d'état civil des années 2021 et 2022. Cette analyse montre que 61 % des femmes ont leur première naissance entre 19 et 25 ans, et 28 % avant leur 18ème anniversaire. Les femmes qui ont une formation de niveau supérieur ont leur première naissance beaucoup plus tard que les autres catégories de femmes, mais elles sont très peu nombreuses. Les femmes qui ont une instruction de niveau primaire ont leur première naissance avant même celles qui n'ont pas été à l'école. Une enquête plus approfondie serait nécessaire pour comprendre les raisons de cette situation. L'immense majorité des mères concernées par l'étude (99 %) sont des femmes au foyer, certaines ménagères pratiquent des activités génératrices de revenu dans le secteur informel, comme par exemple le petit élevage ou le petit commerce, mais on ignore dans quelle proportion. L'étude a aussi permis d'étudier la différence entre l'âge des pères et des mères, la différence entre le nombre d'enfants des mères et des pères, due à la polygamie, ainsi que la proportion des accouchements à domicile, qui est plus élevée que la moyenne nationale.

Concernant l'action Santé de la mère et de l'enfant, le travail de sensibilisation auprès des populations et d'accompagnement des femmes relais a été poursuivi par les 2 animatrices de planning familial dans les villages des communes de Dankassari et Dogondoutchi, à raison de 5 villages visités chaque mois par chacune d'elles, dans le cadre d'un projet financé par l'AESCD, l'AECIN (Association d'Échanges Culturels Ile-et-Vilaine Niger) et l'Association Orsay Douthi et mise en œuvre par le RAEDD et le RAIL Pour Dankassari, l'accent est mis sur la visite de villages non encore visités. Entre mai et septembre, chaque animatrice a rencontré entre 300 et 400 personnes par mois, dont en moyenne 44 % d'hommes et 56 % de femmes.



Les deux animatrices ont également fait une formation de mise à jour des connaissances, avec les deux animatrices nouvellement recrutées à Dogonkiria et Matankari, créant ainsi un réseau. Deux missions de supervision sur le terrain ont eu lieu les 10 et 11 Juin 2023 à Kouka-Dim pour la commune de Dankassari et à Argoum dans la commune de Dogondoutchi.

L'électrification des cases de santé fait partie du projet global « Santé de la mère et de l'enfant » de l'AESCD et de l'AECIN. Pour 2023, les cases de santé de Fanna, Goho et Maraké-Rogo pour la commune de Dankassari, et la case de santé de Doumé pour Dogondoutchi sont concernées et ont fait l'objet d'une visite afin de prévoir les travaux et établir un devis.

Soutien à la réussite scolaire

L'action « réussir le BEPC » (brevet de fin d'études du premier cycle) financée par l'AECIN a pour objectif de soutenir les élèves de 3 collèges afin d'obtenir leur diplôme. Les 14 et 15 juillet ont été remis les prix aux 6 lauréats (3 garçons et 3 filles) dans les deux collèges de Bagagi et Goubey. Sur décision du DDEN (Directeur Départemental de l'Éducation Nationale), le collège de Togone n'a pas été mis à l'honneur car les résultats ont été bien en deçà des objectifs visés.

À Bagagi, 82 élèves ont été reçus soit un taux de réussite de 30,38 %, dont 29,82 % pour les garçons et 31,82 % pour les filles. Ce taux en légère diminution par rapport à l'année dernière (36,47%) s'explique par le décès du chef d'établissement en cours d'année, qui a perturbé le fonctionnement du collège.

À Goubey, les résultats sont totalement satisfaisants puisque 100 % des élèves ont obtenu leur BEPC, alors qu'en 2022, seuls 35 % (44 % de garçons et 20 % de filles) avaient réussi. Ainsi, les 19 élèves présentés à l'examen (9 filles et 10 garçons) ont été reçus.

La remise des prix s'est déroulée en présence d'un public nombreux : élèves, parents, comités de gestion et

AME (Association des Mères Éducatrices), leaders des villages, ainsi que le Maire de Dankassari à Goubey, le DDEN, des représentants du RAEDD. Les élèves ont reçu 30 000 F (46 €) pour les premiers, 25 000 F (38 €) pour les seconds et 15 000 F (23 €) pour les troisièmes.

À la rentrée scolaire 2023, grâce au renouvellement du soutien financier de la Ville de Rennes, deux nouveaux collèges, Bakin Tapki et Doubalma, intègrent le dispositif.

Également à la rentrée scolaire 2023, pour l'AECIN, la mission de sensibilisation à l'hygiène et au bon usage des latrines sera organisée auprès des lycéens et usagers du lycée de Dogondoutchi où deux nouveaux blocs de latrines ont été construits (un bloc pour le personnel et un pour les élèves garçons), et deux anciens blocs destinés aux filles ont été réhabilités. Cette sensibilisation sera effectuée par la déléguée SCOFI (SCOLarisation des Filles) et un représentant du RAEDD. Une centaine de brochures « Ma santé et mes droits d'adolescents » sera remise au lycée. Sa prise en charge est assurée par la subvention de Rennes Métropole qui a également financé la construction/réhabilitation des latrines du lycée.

Renforcement des compétences

Une formation à la rédaction de projets s'est tenue du 5 au 7 mai 2023 dans la salle de réunion de la Mairie de Dankassari. Le but de la formation était d'apprendre à rédiger des projets de développement, sur des thèmes déjà identifiés ou sur d'autres thématiques.

Cette formation financée sur fonds propres de l'AESCD avec la contribution de la Mairie de Dankassari (mise à disposition de la salle de réunion) et du RAEDD (prise en charge de sa secrétaire permanente venue de Niamey) a été animée par Nouvel Espoir. Ont pris part à cette formation les membres du conseil municipal de la commune de Dankassari, des

représentants de certains services communaux et des membres du RAEDD. Très appréciée, la session a cependant été trop courte pour arriver à des projets vraiment aboutis.

Une formation au Système d'Information Géographique a eu lieu au Niger et un mécénat de compétence avec l'entreprise Magellium permettra de pérenniser et de professionnaliser cet outil développé par l'AESCD.

Actions éducatives à Niamey

La rentrée à la classe Espoir Mahamadou Saidou du quartier Tallagué de Niamey s'est déroulée le 2 octobre

avec 15 filles et 15 garçons âgés de 8 à 12 ans. Les apprenants de l'année précédente ont été transférés dans les écoles formelles dont 19 au cours élémentaire deuxième année, 6 au cours élémentaire première année et 2 au cours préparatoire. Le fonctionnement de la classe Espoir et la restauration des élèves sont assurés par les fonds propres de l'AECIN.

Dans le cadre de la gestion de l'orphelinat de Saga, un quartier de Niamey, les orphelins seront bientôt dotés de 22 armoires métalliques pour ranger leurs effets personnels afin d'assurer un environnement sain. Cette action est financée par l'AECIN grâce au fonds de solidarité de la Caisse des Dépôts.



Accès à l'eau et assainissement

A compter de septembre 2023, les nouveaux projets d'hydraulique – assainissement de l'AECIN ont pu commencer grâce au maintien in extremis des financements de nos bailleurs de fond.

C'est ainsi qu'a démarré un important chantier hydraulique qui comporte la réhabilitation de l'adduction d'eau à Bagagi financée principalement par l'AELB (Agence de l'Eau Loire Bretagne) et le CEBR (Collectivité Eau du Bassin Rennais) complétés par des fonds propres de l'AECIN. Ce projet inclut également la construction d'une mini-AEP (Alimentation en Eau Potable) à Zagone prise en charge par l'État nigérien.

Les financements assurés du CEBR et de l'AELB à hauteur de 70 % (le reste étant versé après réception des travaux) ont permis le lancement de l'appel d'offres le 28 août en vue de recruter le prestataire, et le démarrage des travaux le 28 septembre. Ceux-ci devraient être terminés avant la fin de l'année 2023.

A ce projet hydraulique est associé un projet d'installation de latrines dans trois établissements de santé (case de santé ou Centre de Santé Intégré - CSI) à Bagagi, Caren Roumbouki et Matankari.

Sécurité alimentaire et environnement

Enfin, concernant les actions liées aux ressources naturelles et alimentaires, une distribution gratuite des plants des trois pépinières de Dankassari et de la pépinière de Marake Bagagi pour la commune de Matankari a eu lieu le 3 Août, jour de la fête nationale de l'arbre. Les 16 000 plants distribués étaient principalement des pieds de moringa, des manguiers, des acacias seyal et des margousiers.

Le démarrage des travaux de jardinage dans le jardin scolaire de Bakin Tapki a pu se faire dès le mois d'octobre grâce à l'envoi de fonds propres de l'AECIN.

Pour l'AESCD, une session de renforcement de formation à la Régénération Naturelle Assistée a eu lieu pour quatorze personnes et a été suivie de travaux pratiques sur site dans la commune rurale de Dankassari.

Actions culturelles

Signalons le projet Hadinkaï de Cultureplus, soutenu financièrement par l'Institut Français et l'AECIN.

« Hadinkaï » a pour objectif de favoriser le décroisement artistique et de créer une dynamique

pour diffuser auprès d'un large public des œuvres artistiques de théâtre et de cinéma. Il a abouti à la réalisation de 2 films : « Le Vœu » et « Volte Face ».

Hadinkai figure dans le livret de valorisation de la 1ère édition du programme Accès Culture (2020-2023), véritable outil de valorisation des 92 projets mis en œuvre sur le continent africain depuis 2020. L'exposition du projet précédent de Cultureplus soutenu par l'Institut Français, Muryar Mata/Voix des Femmes, consacré à la formation à la photo de jeunes nigériennes sera exposée à la Médiathèque du Pont des Arts de Cesson-Sévigné à l'occasion du Festisol.

En France

En France, l'AESCD a eu une réunion avec Rennes Métropole pour leur présenter le projet de latrines et le bilan des réalisations des années précédentes, ce qui a abouti à un nouveau financement.

Le rapport d'exécution du projet financé en 2022 au MEAE a été préparé par l'AESCD pour transmission par la ville de Cesson-Sévigné courant juillet. Voilà sa synthèse.

Les impacts du projet correspondent aux objectifs fixés : une progression significative vers les Objectifs du

Développement Durable à Dankassari par des actions coordonnées, notamment :

- *protection de l'environnement et reboisement*
- *soutien aux services municipaux et aux équipements collectifs (banques céréalières, panneaux solaires à la mairie ...)*
- *renforcement de l'autonomie des femmes, grâce au planning familial et au micro-crédit,*
- *changement de mentalité avec l'impact des sketches filmés sur les droits des femmes et des filles*
- *stratégie détaillée pour la lutte contre les mariages et naissances précoces tenant compte de la sociologie et de la géographie de la commune rurale.*

Le volet micro-crédit féminin, réservé aux femmes ayant suivi un cycle d'alphabétisation de deux ans est particulièrement efficace. Une fois la période de micro-crédit terminée, les sommes remboursées servent à octroyer des prêts à d'autres femmes du même village.

L'AESCD a également organisé une séance de projection au Cinéma Le Sévigné à Cesson du film « The Forest Maker », de Volker Schlöndorff suivie d'échanges sur l'agriculture au Niger avec Jean-François Grongnet Professeur émérite Agrocampus Ouest et Bernard Jouan Président d'Agro Sans Frontières.



Quel impact sur votre activité a la crise actuelle au Niger et entre le Niger et la France ? Certains projets prévus ont-ils été annulés ?

Le coup d'état intervenu au Niger le 26 juillet 2023 a eu entre autres conséquences, l'interruption de l'aide au développement de plusieurs pays et institutions. Cela a un impact sur les activités des ONG (Organisations Non Gouvernementales) et associations de développement. Le RAEDD est directement touché par l'arrêt de certains financements comme nous allons le voir en détails. Par ailleurs il était engagé dans une démarche de signature d'un Protocole d'accord avec le Ministère

du Développement Communautaire, et la suppression de ce ministère lors du coup d'état met en veilleuse le processus. Par contre l'ONG Nouvel Espoir n'avait aucun projet en cours susceptible d'être suspendu.

À Dankassari et dans le département de Dogondoutchi, pas de changement à signaler, aucune difficulté à effectuer les suivis et à mettre en place les activités dont le financement est arrivé au Niger.

Les transferts financiers ont pu se faire normalement par l'AECIN et l'AESCD vers le RAEDD. Le RAEDD a continué à payer les dépenses liées aux activités, même si les récentes limitations de retrait à la banque (fixés à 5 millions de francs, soit 7 600 € par semaine) obligent à fractionner des chèques ce qui peut entraîner certains retards.

Concernant l'AESCD, il n'y a pas eu d'impact sur la poursuite des projets déjà programmés et en cours d'exécution dont les financements étaient parvenus avant le 26 juillet. Le Maire, comme tous les responsables de collectivités territoriales au Niger, a été maintenu dans ses fonctions et travaille normalement avec ses services, il réunit son conseil municipal. Nous avons ainsi appris que « La Mairie de Dankassari a sur ses fonds propres fourni aux CSI de la commune 18 lits et leurs matelas pour un coût de 3 855 600 F (5 900 €). La commune a également acheté un lot de produits pharmaceutiques divers d'une valeur de 3 944 260 F (6 000 €) au profit des centres de santé de son entité. Deux batteries d'une valeur de 928 200 F (1 400 €) ont été achetées au CSI de Rouda-Goumandey pour l'installation solaire du centre médical. Le conseil municipal s'est aussi intéressé au secteur agricole, pour la mise à disposition des produits phytosanitaires et autres appareils de traitement d'une valeur globale de 12 995 000 F (19 800 €). » Ces informations ont été fournies par l'employé du RAEDD qui réside dans la commune.

Concernant l'AESCD, des financements importants de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, de Rennes Métropole et du CEBR ont été approuvés courant juillet mais les fonds ne nous étaient pas encore parvenus au moment du coup d'état. L'AELB, qui est notre plus gros bailleur de fonds a annulé son financement alors que Rennes Métropole et le CEBR ont maintenu le leur ce qui permettra la réalisation de latrines dans les cases de santé et les formations dans le domaine hydraulique. Pour l'AESCD, 2/3 des rentrées 2023 déjà approuvées ont été annulées, ce qui ne permet pas de réaliser les projets dans le domaine de l'hydraulique.

Concernant l'AECIN, tous les financements prévus pour les actions se déroulant en 2023 ont été maintenus, notamment celui de l'AELB, ce qui a été un grand soulagement.

La préparation ou le financement des projets qui n'étaient pas encore approuvés le 26 juillet sont actuellement bloqués. Le projet de l'AESCD en cours d'examen dans le domaine de l'énergie (équipement d'écoles en stations de lampes solaires) a reçu une réponse négative du fait de la situation au Niger. L'AECIN a dû malheureusement renoncer à poursuivre la constitution d'un dossier de demande de financement en vue d'aménager un site de maraîchage dans le village de Bagagi.



Comment envisagez-vous l'avenir des activités en 2024 ?

Toutes les associations du collectif ont pour priorité de mener à bien les projets déjà engagés, avec une gestion fine des activités. Pour l'AESCD il faut assurer la deuxième année d'alphabétisation pour les femmes de Lillato et leur attribuer des microcrédits à la suite, pour tenir les promesses qui leur avaient été faites quand elles ont commencé l'alphabétisation cette année.

Les projets biannuels en cours devraient continuer à se dérouler normalement si les financements prévus

voient leur deuxième tranche confirmée. Pour l'AESCD, si la deuxième tranche de financement du SDE 35 (Syndicat Départemental d'Énergie 35) est confirmée, il sera possible d'équiper trois nouvelles cases de santé en énergie solaire ; si la deuxième tranche de financement de la Région Bretagne arrive, il sera possible de terminer le projet des kits de chèvres et former dix nouvelles matrones, par exemple.

Pour l'AECIN, l'action relative à la Santé de la mère et de l'enfant est biannuelle (mars 2023-juin 2025) et on peut espérer un financement de la fin du projet pour l'année 2024-2025.

La ville de Cesson envisage de renouveler la convention de coopération décentralisée avec la commune rurale de Dankassari et l'AESCD pour les années 2024-2026 mais le déblocage des crédits en 2024 ne sera autorisé que si la situation entre la France et le Niger se normalise.

Nouvel Espoir et le RAEDD entendent jouer un rôle actif dans les forums au niveau national ou régional prévus par les nouvelles autorités et dont la date n'est pas encore fixée. Le RAEDD a travaillé à un mémorandum comme contribution au Forum national,

Il est indispensable que Tarbiyya Tatali poursuive la réflexion pour définir les priorités pour les projets futurs. Mais la relance de nouveaux projets reste compliquée car la totalité de nos bailleurs de fonds actuels annoncent l'arrêt de leurs financements au Niger, au-delà des projets en cours.

Votre mode de fonctionnement doit-il être modifié ?

Le soutien au développement durable du peuple nigérien, but du collectif Tarbiyya Tatali est plus que jamais indispensable. Au sein de Tarbiyya Tatali, chaque association a ses instances et son autonomie de décisions mais les actions sont coordonnées. Notre mode de fonctionnement s'est montré très adapté à la situation de crise actuelle : réunions régulières de bureau et de conseils d'administration en France comme au Niger, contacts fréquents par Whatsapp, échanges sur les rapports mensuels d'activité et de comptabilité. Le Maire de Dankassari et les différents services décentralisés de l'État (hydraulique et assainissement, agriculture, environnement, promotion de la femme) sont toujours réactifs pour définir et mettre en œuvre les projets

A court terme, pour l'AECIN et l'AESCD en France, vu la baisse des financements à prévoir en 2024, le maître mot sera celui de PRIORITÉ. Le changement consistera à réajuster nos actions, en abandonner peut-être certaines pour pouvoir maintenir ce qui sera jugé comme essentiel à préserver après échanges avec le RAEDD et Nouvel Espoir.

Si les financements de l'AESCD et de l'AECIN qui venaient essentiellement d'institutions publiques françaises (ville de Cesson, ville de Rennes, Rennes Métropole et CEBR, département Ille-et-Vilaine et SDE 35, Région Bretagne, AELB, MEAE) s'interrompent durablement la survie du RAEDD sera difficile. Car son mode de fonctionnement actuel se base sur le versement à la structure des 10 % des financements acquis par l'AECIN et l'AESCD. Lorsque les entrées de fonds feront défaut, il faudra revoir le fonctionnement, notamment à Dogondoutchi où sont la plupart des salariés mais aussi au siège de Niamey ! Par contre le conseil d'administration fonctionne avec des bénévoles et il n'y a pas d'évolution à prévoir.

Dans ces conditions, il est indispensable pour le RAEDD et Nouvel Espoir de diversifier les partenariats pour assurer une continuité d'actions dans la durée au bénéfice des populations nigériennes. Ceci nécessitera un renforcement de capacités de ces associations pour proposer et rédiger des projets.

Des rencontres interpersonnelles soit au Niger avec la visite de responsables de l'AESCD et de l'AECIN soit en France avec des visites de membres du RAEDD ou du Maire de Dankassari sont à l'heure actuelle impossibles. Si la crise se prolonge, la situation deviendra intenable. Enfin le renouvellement des responsables de l'AESCD et de l'AECIN, confronté à la difficulté générale de trouver des bénévoles engagés et disponibles, est rendu encore plus compliqué par l'impossibilité de se rendre au Niger, ce qui risque d'entraîner un arrêt de nos activités dans quelques années.



Une note positive en conclusion ?

De nouvelles synergies se créent en réponse aux difficultés.

Au Niger, Nouvel Espoir, et Cultureplus, prennent petit à petit leur place dans le collectif. Les liens du RAEDD avec le RAIL en matière de planning familial notamment, se renforcent.

En Bretagne, les associations travaillant au Burkina Faso, Mali et Niger se sont regroupées pour des échanges d'information et des initiatives communes. Un texte de soutien aux Peuples du Sahel a été préparé avec la participation de l'AECIN et de l'AESCD et a été signé par plus d'une vingtaine d'associations et plus de 300 personnes.

Dans le même esprit, l'exposition « Le mil un héritage riche en promesses », est créée en commun par l'AECIN, Gorom Rennes Gorom, Burkina 35, Génération Verte 21 et CCFD Terre Solidaire dans le

cadre de l'année internationale du mil 2023 décrétée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Elle aura lieu du 17 novembre au 1er décembre à l'EPI Condorcet à Saint-Jacques de la Lande.

Nous restons confiants en une évolution positive des choix des collectivités françaises pour soutenir les populations nigériennes, premières victimes des conséquences de la situation actuelle. Au delà des réponses aux besoins urgents et immédiats, il faut continuer à impulser des actions de développement à plus long terme encourageant les initiatives locales. La diversification des partenaires du RAEDD et de Nouvel Espoir est une priorité dans cette perspective. Car, même si une aide extérieure est bienvenue, le développement du Niger ne peut être que l'œuvre des Nigériens et des Nigériennes eux-mêmes.



Tous ensemble !

Comité de rédaction : Chantal Blum, Bawa Kadade, Thierry Namata, Marie-Françoise Roy

Ont collaboré à ce numéro : Mamane Chadaou, Seiyabatou Elh Saidou, Bori Zamo

Photos : Abdoul Aziz Soumaila

Maquette et mise en page : Michel Coste

raedd@tarbiyya-tatali.org — aecin@tarbiyya-tatali.org

aescd@tarbiyya-tatali.org — nouvelespoir@tarbiyya-tatali.org

Site web : www.tarbiyya-tatali.org

Retrouvez-nous sur



TarBiyya Tatali